

N° 1074

du 14  
NOVEMBRE  
2017



# L'UNION

Bi-hebdomadaire Togolais d'Informations et d'Analyses

P4 Approche qualité, communication et sensibilisation du système sanitaire à Kara

**L'allemand KfW met en branle un programme Santé Reproductive et des Droits Sexuels**

P3 Faure Gnassingbé parle de la trilogie marches-violences-pertes en vies humaines

# Une réelle question de responsabilité à assumer



Le président Faure Gnassingbé salué par les officiers supérieurs des FAT

P5 FOOTBALL / JOURNEE FIFA

**Les Eperviers du Togo douchent les Dodos de l'île Maurice**

P6 Pour la bonne hygiène, et sauvegarder le sourire des enfants

**Inauguration du centre dentaire EODEC à Lomé**

P3 Relativement à une région en quête de reprise

**Le Togo semble tirer son épingle du jeu, avec l'appui du FMI**

P4 Source du manque d'efficacité dans les projets de développement au Togo

**Des disparités du système de suivi-évaluation à corriger**

Participons tous à la réflexion sur les réformes politiques, institutionnelles et constitutionnelles en déposant nos suggestions sur :

[www.reformes-togo.com](http://www.reformes-togo.com)

Prix: Togo, Bénin, Burkina: 250CFA Zone CFA: 300 F Europe et autres pays: 1 euro --- Abonnement: Contacter 22 61 35 29 / 90 05 94 28

## AZIMUTS INFOS

## Rythmes de vie : les horaires décalés perturberaient la santé

Le prix Nobel de médecine 2017 vient d'être décerné à trois chercheurs qui ont mis en lumière les mécanismes fondamentaux de l'horloge interne des animaux. Tous, humains compris, suivent des activités biologiques périodiques et prévisibles, et une altération de ces rythmes est maintenant considérée comme pathogène. En 2015, des chercheurs démontraient que trois mois consécutifs de perturbations des cycles jour-nuit suffisent pour induire un vieillissement cellulaire prématuré et un état prédiabétique chez un rongeur diurne.

## Des raccourcissements précoces des télomères

Les équipes strasbourgeoises démontrent qu'un décalage horaire chronique (modification bihebdomadaire des cycles lumière obscurité) pendant trois mois consécutifs seulement, provoque à la fois un état prédiabétique (intolérance au glucose) et des changements cellulaires normalement observés au cours du vieillissement biologique. Plus particulièrement, il s'agit d'un raccourcissement précoce de la longueur d'une séquence spécifique de l'ADN située au niveau des télomères qui protègent les extrémités non-codantes des chromosomes et qui sont perdus progressivement avec l'âge. Autrement dit, ces résultats révèlent que la désynchronisation circadienne entraîne un vieillissement cellulaire prématuré.

Parmi les pistes mécanistiques étudiées, le raccourcissement des télomères chez les animaux désynchronisés ne semble pas attribuable à une augmentation du stress oxydatif. En revanche, l'expression de *Sirt1* (SIRT1), une enzyme impliquée dans de nombreux processus intracellulaires et qui possède le double rôle d'interagir avec les horloges circadiennes moléculaires et de protéger les télomères, est réduite. Ainsi, chez les animaux jeunes soumis à la désynchronisation circadienne expérimentale, *SIRT1* est présente à un niveau intermédiaire entre les animaux jeunes et les animaux âgés, non-désynchronisés. La diminution de l'expression de *SIRT1* fournit donc une première explication plausible du raccourcissement accéléré des télomères chez les animaux désynchronisés.

Des recherches complémentaires seront nécessaires pour mieux comprendre la nature exacte des mécanismes mis en jeu, mais ces travaux publiés dans la revue *FASEB Journal* ouvrent maintenant la voie à une étude approfondie des acteurs cellulaires et moléculaires impliqués dans l'impact de la désynchronisation circadienne sur le vieillissement. Ils soulignent également la nécessité de développer des traitements préventifs chez les personnels sujets à des désynchronisations chroniques des rythmes circadiens.

## Nos médicaments seront-ils bientôt imprimés en 3D ?

Des chercheurs proposent une technique innovante d'impression des médicaments. Cette méthode permettrait aux pharmaciens ou aux hôpitaux d'imprimer des pilules personnalisées en fonction des besoins précis de leurs patients.

Imaginez que vous ayez besoin d'un médicament bien particulier. Vous allez à la pharmacie et le pharmacien vous l'imprime... sur place ! Ce rêve pourrait devenir réalité grâce à une nouvelle technique développée à l'université du Michigan. Celle-ci permet d'imprimer des doses précises de médicaments sur des surfaces variées, sur un patch par exemple.

Ici, les chercheurs ont appliqué à la synthèse de médicaments des méthodes habituellement utilisées dans la fabrication de l'électronique. Le procédé consiste à partir des molécules actives du médicament (sous forme de poudre) et de les chauffer pour qu'elles s'évaporent. La vapeur est combinée à un gaz inerte, comme le diazote, et transite dans une canule qui pointe sur une surface froide ; le médicament se condense au contact de cette surface. Le processus ne nécessite aucun solvant, aucun additif.

Un médicament personnalisé en fonction des besoins du patient

Les chercheurs ont testé leur méthode sur des médicaments utilisés contre le cancer: celui imprimé en 3D détruisait des cellules cancéreuses aussi efficacement qu'un médicament classique. Le procédé fonctionne également avec des molécules qui ne sont pas assez solubles pour être produites par les méthodes traditionnelles. De nouveaux médicaments pourraient ainsi voir le jour, grâce à des molécules qui ne sont pas testées car elles ne se dissolvent pas bien avec les approches habituelles, comme l'explique Max Shtein, de l'université du Michigan, dans un communiqué : " Les entreprises pharmaceutiques ont des bibliothèques de millions de composés à évaluer, et l'un des premiers tests est la solubilité. Environ la moitié des nouveaux composés échouent à ce test et sont exclus ". Les entreprises pharmaceutiques pourraient donc utiliser l'impression 3D pour leurs essais préliminaires.

## International

## Meiway porte plainte contre Vodafon Congo

La star ivoirienne de la chanson, Meiway, a porté plainte contre la marque de téléphonie mobile Vodafon qui diffusait sa chanson " Miss Lolo " dans l'un de ses spots publicitaires, affirmant qu'aucun contrat n'avait été passé entre eux. Une version que dément la société de production Pygma Communication.

Ce 14 novembre, le tribunal de Kinshasa devra trancher le litige qui oppose la star ivoirienne Meiway et

sur place, qui a fait constater le délit par les forces de l'ordre le 25 avril et porté plainte ", a expliqué le chanteur à Jeune Afrique.

Le spot en question, qui faisait la promotion du téléphone Smart Mini 7, était produit par Pygma Communication, le leader de la branche publicité et communication en Afrique centrale.

" Je pense qu'ils se sont fait arnaquer, mais ce n'est pas mon pro-



l'opérateur téléphonique Vodacom Congo. Début avril, lorsqu'un des fans congolais de Meiway lui annonce que sa célèbre chanson Miss Lolo est diffusée dans une publicité, le sang de l'artiste ivoirien n'a fait qu'un tour.

" J'étais surpris, car je suis à la fois l'interprète et le producteur exécutif de ce titre, et j'en avais entendu parler de rien. Normalement, il aurait dû y avoir un contrat tripartite entre le producteur du spot, mon coproducteur JPS Production et moi. J'ai donc tout de suite saisi un avocat

blème. Mon problème, c'est que ma chanson a bien été utilisée, et que mes droits n'ont pas été respectés ", clame le chanteur qui demande 4 millions de dollars de dommages et intérêts à l'opérateur.

Selon l'artiste, sa demande " n'est pas une question d'argent ". Il assure vouloir " frapper du poing sur la table " au nom du " respect des artistes en Afrique, qui trop souvent se laissent avoir ". Mais, prévient-il, " de plus en plus, les artistes se forment en matière juridique et apprennent à faire respecter leurs droits ".

## Cinéma

## Un film de Louis C.K. insortable en France

Pour son distributeur français, le «formidable» film de Louis C.K. est «pour l'instant insortable». Accusé de s'être masturbé devant des femmes sans leur consentement - des faits qu'il a depuis reconnus - l'humoriste américain Louis C.K. a vu son dernier film en tant qu'acteur et réalisateur passer à la trappe, à quelques jours de sa sortie américaine. Il faut dire que sa comédie

accusations contre C.K.

En France, le distributeur ARP était censé sortir le film pendant les fêtes, le 27 décembre. Selon sa responsable des acquisitions, Michèle Pétrin, rien n'est moins sûr désormais : «On adore le film, il est formidable. Mais dans le contexte actuel, il est insortable. Personne ne pourra le regarder de façon neutre, pas même les fans de



dramatique *I Love You, Daddy* (dont Libé s'était fait l'écho lors de sa projection à Toronto, en septembre) dégage un parfum de scandale tant certains éléments du film (personnage imitant une masturbation face à une femme, héros inspiré de Woody Allen, etc) font tâche depuis la confirmation des

Louis C.K. qui savent combien la vie et l'œuvre sont chez lui indissociables», a-t-elle déclaré à Première. Selon elle, si la sortie en France n'est pas «pour l'instant» annulée, elle s'estime actuellement «incapable de vous dire quand et si le film pourra être vu un jour pour ce qu'il est». A

## Musique

## Les All Music Awards le 23 décembre

L'édition 2017 des All Music Awards aura lieu le 23 décembre prochain, de source proche des organisateurs. Anciennement appelé Hip Hop Awards, cette édition de la Fête de la musique à la togolaise se tiendra au Palais des Congrès de Lomé et mettra aux prises plusieurs artistes ou groupes de musiciens dans au total 12 catégories.

À côté de la musique de variété et les musiques urbaines du genre Hip Hop, RnB, Tradi-moderne,



Gospel slam, etc..

Les lauréats seront choisis par un jury composé de professionnels de l'entertainment et par le public.

## Formation

## Des ateliers de web design à l'IFT

Deux ateliers de formation sur le web design sont organisés par l'Institut Français de Lomé les 18 et 22 novembre. Le web design a considérablement évolué ces dernières années. Face à cette situation et compte tenu de la diversité des logiciels de graphisme, seule une recherche plus approfondie permet de découvrir cette diversité et d'apprécier les nouveautés.

C'est un atelier pour débutant et de surcroît participatif qui vous permettra de vous familiariser avec

un logiciel de graphisme. Cet atelier débutera par ce que c'est que le web design, puis continuera par une bref présentation des logiciels de graphisme, une étude des bases de l'utilisation d'un logiciel de graphisme et se terminera par des activités pratiques pour une utilisation facile du logiciel.

Mercredi 18 Novembre à 15h00 (partie 1)

Samedi 22 Novembre à 10h00 (partie 2)

## Conférence

## Le jeu vidéo, une nécessité en Afrique ?

Une conférence sur le phénomène du jeu vidéo aura lieu à l'Institut Français du Togo ce Longtemps novembre. Perçu comme un loisir d'adolescents, le jeu vidéo s'est généralisé. Depuis une trentaine d'années, il a surfé sur les innovations technologiques. Aujourd'hui, Limpio Studio, le concepteur du 1er jeu vidéo togolais «The boy in Savannah» portera au public le débat suivant «Le jeu vidéo, une nécessité en Afrique ? Quel aspect du jeu vidéo doit être

le plus développé ? ». Pendant cette soirée sera projeté quelques extraits du documentaire « Jeux Vidéo, Les Nouveaux Maîtres Du Monde » (Arte, 2016) afin d'ouvrir le débat et décrypter la «gamification» de la société ainsi que l'influence de ce nouveau média de masse qui a accouché de « l'homo ludicus » et d'une « génération G » (Gamers).

16 NOV. / 18H30 | SALLE DE CONFÉRENCE | GRATUITE - LOMÉ



Bi-hebdomadaire togolais d'informations et d'analyses

Récépissé N°0145/16/02/01/HAAC

Siège: Wuiti - Nkafu

Tél: 22 61 35 29 / 90 05 94 28

e-mail: patrie006@yahoo.fr

Casier N° 60 / M.P.

Impression  
Groupe de presse L'Union

Tirage: 2500 exemplaires

Directeur de la Publication  
Hugue Eric JOHNSON

Directeur de la Rédaction  
Jean AFOLABI

Rédaction  
Sylvestre D.  
Hervé AGBODAN  
Maurille AFERI  
Pater LATE  
Kossiwa TCHAMDJA  
Koffi SOUZA  
Alan LAWSON  
Abel DJOBO  
Tony FEDA

Service photographie  
Roland OGOUNDE

Dessin-Caricature  
LAWSON Laté

Graphisme  
Guillaume BOGLA

Faure Gnassingbé parle de la trilogie marches-violences-pertes en vies humaines

## Une réelle question de responsabilité à assumer

Late Pater

L'escale de Témédja aura finalement éclipsé le grand soulagement des bénéficiaires induit par l'œuvre sociale de Faure Gnassingbé en cette journée du 10 novembre 2017. Tensions politiques obligent. Respectivement à Akparé et Bavou dans la préfecture de l'Ogou, le président togolais a lancé des projets d'adduction d'eau potable et de réhabilitation d'anciens forages, dans le cadre de la politique nationale d'hydraulique villageoise et d'assainissement, et inauguré une centrale solaire photovoltaïque. A Bavou, les travaux ont été exécutés entre février et octobre 2017. Il s'agit d'une centrale solaire de 150 kWc, avec un réseau de distribution basse tension de 5 km équipé de 65 lampadaires d'éclairage public et des compteurs de branchement pour les clients. En plus de Bavou, le projet a également installé trois



Le Président Faure Gnassingbé reçoit les hommages des officiers supérieurs des FAT

autres centrales solaires photovoltaïques à Assoukoko dans la préfecture de Blitta, à Kountoum dans la préfecture de Bassar et à Takpapiéni dans la préfecture de

l'Oti-Sud. A Takpapiéni, la centrale est de 100 kWc, avec un réseau de distribution basse tension de 8 km équipé de 80 lampadaires d'éclairage public et des comp-

teurs de branchement pour les clients. 100 kWc également à Kountoum, avec un réseau de distribution basse tension de 3 km équipé de 38 lampadaires d'éclairage public et des compteurs de branchement pour les clients. La localité d'Assoukoko, elle, a bénéficié d'une centrale est de 250 kWc, avec un réseau de distribution basse tension de 8,5 km équipé de 115 lampadaires d'éclairage public et des compteurs de branchement, et la construction de 3 mini-adduction d'eau potable de capacité de 20 mètres cubes chacune. Tous les ménages seront systématiquement branchés au réseau. Les travaux coûtent 2 milliards de francs Cfa, financés par la Commission de l'UEMOA dans le cadre du Programme régional de développement des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique (PRODERE).

AAkparé, Faure Gnassingbé a lancé les travaux de construction de 8 mini-adductions d'eau potable au bénéfice des populations

liser 4.640 nouveaux forages et réhabiliter 2.261 anciens forages. On parle, en tout, de 75 mini-adductions d'eau potable, 22 postes d'eau autonome en milieu semi-urbains et des bornes-fontaines dans 21 villes. Ce qui a poussé le taux de desserte nationale en eau potable de 34% en 2006 à 66% en 2016.

Mais, dans la capitale Lomé, plus accrocheuse aux polémiques politiciennes à cause de la grande proximité avec les médias privés, c'est plutôt la visite de Faure Gnassingbé aux forces de l'ordre, de sécurité et de défense du 3ème RI du camp de Témédja qui est l'information. Surtout ses propos, perçus par les opposants comme le crime du moment. Pourtant, il s'agit d'y voir une question de responsabilité qu'il faut assumer. Au Togo, il n'est pas aisé de dire à un opposant que son acte principal, bien que légal, peut occasionner des actes parallèles qui entrent en conflit avec la loi. Avec l'amour retrouvé pour le déferlement dans les rues, au nom des indispensables réformes constitutionnelles à opérer, on prend facilement plaisir à dénoncer les fâcheux dérapages dans les répressions policières et militaires ayant entraîné des blessés et des morts civils, en faisant semblant de ne pas voir les cas de blessés ou morts dans les rangs des forces de sécurité. Comme poussé par un remord tardif, l'opposant n'a trouvé mieux que de réclamer une enquête indépendante pour comprendre et identifier les responsables des décès militaires. Certains ont même douté de tout, prétextant qu'il leur faut voir les corps pour y croire. Hum ! Autrement, quand il s'agit d'un civil, on n'en a pas besoin : les coupables sont déjà connus. « Ne pas le condamner publiquement con-

et verbales qui sont attribués aux manifestants ?

Pour y répondre, le président togolais ne pose aucun principe politico-philosophique dont l'interprétation va davantage embrouiller. Devant les militaires, il parle des récentes manifestations publiques de l'opposition, avec les dégâts matériels et pertes en vies humaines, et trouve les responsables : « notre pays est actuellement perturbé par des manifestations qui, loin d'être pacifiques comme l'autorise la loi, ont été d'une très grande violence. Ceux ou celles qui organisent ces manifestations portent la lourde responsabilité des victimes que les participants ont faites et des dégâts qu'ils ont causés. Ce fut le cas de cet enfant tué à Mango et aussi à Sokodé. Ce fut également le cas de vos camarades frères d'armes, lynchés et décapités par un groupe d'individus organisés et préparés à cet effet. Ils sont allés avec courage au bout de leur engagement au service de la paix que nous voulons tous pour notre pays. Leurs assassins sont activement recherchés ; et tout sera mis en œuvre pour les retrouver, où qu'ils se trouvent, les juger et les châtier conformément aux lois de notre République. Aujourd'hui, je suis avec vous pour vous renouveler ma confiance totale. Sous la conduite de vos chefs, j'ai la conviction que vous vous comporterez toujours en soldats responsables face aux provocations et aux menaces de toutes sortes. Je sais pouvoir compter sur votre courage et votre sens de devoir pour relever tous les défis qui vous seront lancés et que, sans faiblesse, nous saurons ensemble répondre à toutes menaces ou actions terroristes qui pourraient toucher notre nation ».

Relativement à une région en quête de reprise

## Le Togo semble tirer son épingle du jeu, avec l'appui du FMI

Le ralentissement de l'activité économique qui a touché la majeure partie de l'Afrique subsaharienne s'atténue, mais la situation de la région reste fondamentalement difficile. Le taux de croissance devrait atteindre 2,6% en 2017, mais ce rebond s'explique principalement par des facteurs ponctuels, notamment le redressement de la production pétrolière au Nigeria et l'atténuation de la sécheresse en Afrique orientale et australe, et par une amélioration relative de la conjoncture extérieure. Même avec cette embellie, la croissance dépassera à peine le taux de croissance démographique. C'est ce que retient la présentation analytique faite, le jeudi 9 novembre à Lomé, du **Rapport sur les Perspectives économiques régionales en Afrique subsaharienne** par le représentant-résident du Fonds monétaire international (Fmi), Sampawende Jules Tapsoba.

Dans un tel contexte, « la poursuite de l'assainissement des finances publiques envisagé par de nombreux pays à l'instar du nôtre, le Togo, et la mise en œuvre des réformes structurelles visant à corriger les contraintes à la croissance sont une priorité absolue », souligne le ministre Sani Yaya de l'Economie et des finances. D'ores et déjà, précise-t-il, en ce qui concerne le Togo, et selon le Fonds Monétaire International (FMI), « il apparaît que la croissance a été bonne et résiliente relativement à la région africaine. Mais, elle fait face comme dans d'autres Etats à la vulnérabilité de la dette publique



Le ministre Sani Yaya (au micro) à la cérémonie de présentation

comme on le constate dans bon nombre de pays sur le continent. Pour sortir de cette situation, le gouvernement Togolais a entrepris de vastes réformes qui se poursuivent notamment par l'assainissement des finances publiques dont l'objectif est de ramener la dette à un niveau soutenable. Ces efforts portent déjà leurs fruits grâce à notre programme soutenu par le FMI », pointe le ministre Yaya. « Les conclusions de la première revue du programme appuyé par les services du Fonds ont été jugées satisfaisantes et nous restons résolument engagés dans cette droite ligne des efforts pour atteindre les résultats escomptés du programme », a ajouté le ministre.

La présentation de Lomé fait suite au lancement officiel à Dakar le 30 octobre du dit Rapport. Il relève qu'un tiers des pays de la région continuent d'enregistrer des taux d'au moins 5%, mais dans 12 pays de la région, qui abritent plus de 40% de sa population, le revenu par ha-

bitant devrait diminuer. En 2018, la croissance devrait continuer de se redresser et atteindre 3,4%, mais les incertitudes qui entourent actuellement la politique économique au Nigeria et en Afrique du Sud freinent son élan, et elle ne devrait pas progresser davantage en 2019. Dans beaucoup de pays qui connaissent une expansion plus rapide, la croissance

continue d'être tributaire des dépenses publiques, ce qui alourdit la dette et son service.

« Les pays d'Afrique subsaharienne doivent aussi mener des réformes structurelles et saisir les occasions de pousser la croissance au-delà des projections actuelles, en agissant sur le front de la transformation structurelle et de la diversification des exportations, y compris en améliorant l'accès au crédit, les infrastructures et le cadre réglementaire et en mettant en valeur la main d'œuvre qualifiée », conseille le représentant-résident du Fonds.



dans les régions Maritime et des Plateaux. Pour plus de 6 milliards de francs Cfa. Et ce, dans le cadre d'un programme de projets d'hydraulique villageoise appuyé par la Banque islamique de développement. Lequel programme, exécuté depuis 2006, a déjà permis de réa-

sister aussi à braquer les militaires contre les civils », avait commenté un leader politique. En réalité, quand un politique déverse des gens dans la rue, quel est son degré de responsabilité en cas de débordements suivis de blessés, casses, vols, violences physiques

En français facile, le verbe transitif « châtier » veut dire « punir », « réprimer », « corriger ». Et quand on y ajoute la précision utile « conformément aux lois de notre République », cela renvoie forcément aux peines prévues par le code pénal car on parle d'un crime commis par des civils.

Source du manque d'efficacité dans les projets de développement au Togo

## Des disparités du système de suivi-évaluation à corriger

Jean AFOLABI

Au plan national, le Togo a connu la Stratégie nationale de développement basée sur les OMD 2007-2015, le DSRP intérimaire 2006-2008, le DSRP Complet 2009-2011, le DSRP II ou la SCAPE 2013-2017 et bientôt le PND 2018-2022. Après le point d'achèvement de l'Initiative PPTe en 2010 et les annulations de la dette extérieure, il était dit que le Togo dispose ainsi d'une marge de manœuvre pour améliorer durablement les conditions de vie de sa population par l'augmentation de ses investissements dans les domaines économique, social et environnemental. Mais il arrive fréquemment au citoyen lambda de s'interroger sur tous ces programmes et projets dits de développement que l'Autorité multiplie ici et là, surtout depuis le retour massif des bailleurs de fonds. Pourtant, avant la fin d'un projet, un autre lui succède : soit il change de nom, soit on y ajoute un nombre entier pour marquer la «différence dans la continuité». Pire, en termes d'impacts, les statistiques diffèrent parfois. Et seuls ceux qui sont positionnés sur ces projets ne s'en plaignent pas trop puisque ça continue. Le langage officiel étant que «des avancées sont notées mais beaucoup reste à faire».

En réalité, le manque d'impact sérieux vient de la faiblesse ou de l'absence du suivi-évaluation des actions menées. Un récent document officiel en parle à juste titre. Au départ, en vue d'améliorer la gouvernance dans leurs stratégies de développement, les autorités togolaises ont engagé des actions allant dans le sens de la capacitation du pays dans le domaine du suivi-évaluation avec les appuis des partenaires, entre autres la mise en place de cellules de suivi-évaluation dans certains programmes et projets de développement ; l'opérationnalisation du système de suivi-évaluation du DSRP en 2008 avec l'appui du PNUD ; la mise en place et l'opérationnalisation du Dispositif Institutionnel de coordination, de suivi et de l'évaluation des Politiques de Développement (DIPD) ; la mise en place d'un plan et des outils de suivi-évaluation de la SCAPE avec l'appui de la BAD, de l'UE et du PNUD ; le renforcement du mécanisme de suivi-évaluation participatif de la SCAPE avec l'appui de la GIZ ; l'élaboration au niveau de chaque ministère, dès l'année 2013, d'une Note des éléments stratégiques prioritaires pour la mise en œuvre de la SCAPE (NESPS). L'objectif visé est de décliner la SCAPE et son Programme d'actions prioritaires en un outil synthétique de programmation permettant le pilotage et le suivi de la mise en œuvre des priorités retenues au niveau de chaque ministère, etc.

Mais force est de constater qu'il

n'existe pas encore un système de suivi-évaluation national cohérent et harmonisé qui sous-tend le processus de planification et de mise en œuvre des projets/programmes aux niveaux national, sectoriel et local, selon un rapport de 2012. D'où la revue de l'existant en matière de suivi-évaluation au Togo en 2015. D'après l'essentiel de cet état des lieux, **il n'existe pas** de politique en matière de suivi-évaluation au Togo en dehors du mécanisme de veille stratégique de la Présidence de la République, du mécanisme d'évaluation des lettres de mission installé à la Primature et du Plan et outils de suivi-évaluation de la SCAPE, piloté par le ministère de la Planification du développement. Le Plan et outil de suivi-évaluation de la SCAPE est bien élaboré mais **rivalise** avec certains dispositifs sectoriels de suivi-évaluation tels que celui du PNISA régi par un décret présidentiel alors que les comités sectoriels sont régis par un arrêté du Premier ministre. Ce plan comporte aussi quelques insuffisances qu'il convient de combler pour lui permettre de jouer correctement son rôle, comme la non prévision de l'harmonisation des dispositifs en charge de la planification et de suivi-évaluation dans tous les ministères, la non prise en compte de la pondération des activités programmées en vue de faciliter le calcul des taux d'exécution physique pour une bonne appréciation au regard des taux d'exécution financière... La plupart des départements ministériels ne possèdent pas de dispositif de suivi-évaluation. Seuls, quelques ministères tels que la Santé et protection sociale, les Enseignements primaire et secondaire, l'Environnement et ressources forestières, l'Agriculture, élevage et hydraulique dont les projets sont en général financés de l'extérieur en possèdent. L'occasion des NESPS devrait en principe permettre aux ministères de se baser sur le Plan et outil de suivi-évaluation de la SCAPE pour bâtir chacun son propre mécanisme de suivi-évaluation pour mieux exécuter, suivre et évaluer la part qui lui revient dans la SCAPE. Mais c'est le statu quo. On remarque un manque d'harmonie dans les mécanismes prévus dans les NESPS. Certains ministères (Agriculture, Santé) qui disposent d'un mécanisme de suivi-évaluation le reconduisent ou en font un lien cohérent pour la mise en œuvre de leur NESPS. D'autres n'en ont fait aucun lien. Les ministères, qui ne disposent pas de mécanisme de suivi-évaluation, se sont contentés dans la rubrique consacrée à cet effet de constater le vide et de s'en plaindre. En outre, aucune Note des éléments stratégiques prioritaires pour la mise en œuvre de la SCAPE n'a prévu de mécanisme de suivi administratif à travers par exemple les lettres de mission et d'évaluation assorties d'indicateurs de management. Somme toute, l'élaboration des NESPS engagée de-

puis 2013 ne semble pas encore apporter de valeur ajoutée en matière de mise en œuvre et de suivi-évaluation de la SCAPE au Togo.

Il existe de disparités dans les dispositifs existants de suivi-évaluation des projets/programmes de développement sous financements extérieurs. Les systèmes de suivi-évaluation au Togo ont une faible capacité de production des informations et l'utilisation de ces dernières, pour des prises de décisions par les gestionnaires et les décideurs, reste aussi faible. **70%** des agents enquêtés ont déclaré que leurs ministères/structures ne possèdent pas de structure en charge de suivi-évaluation. Par contre, **30%** des structures de l'administration centrale (y compris le ministère de la Planification du développement et celui de l'Economie et des finances) disposent d'une direction chargée de la fonction de planification et/ou de la fonction de suivi et/ou d'évaluation. Cependant, **57%** seulement des enquêtés de ces structures trouvent que le dispositif de suivi-évaluation est adéquat ou satisfaisant. **39%** des projets ne disposent pas de système de suivi-évaluation et les agents qui travaillent sur les projets qui en possèdent sont tous de la catégorie A. Toutefois, bon nombre de ces projets disposent de peu d'effectifs ; 30% de ces projets ont un effectif d'une personne, 35% un effectif de 2 personnes et 35% un effectif supérieur à 2 personnes. Les agents de la catégorie A constituent 69% de l'ensemble du personnel des structures enquêtées. Bien que ce constat traduise un niveau élevé accordé par le gouvernement à ce personnel pour faire le suivi et l'évaluation, l'absence de cadres en planification et en statistique est déplo-



Kossi Assimaïdou, Ministre de la planification et du développement

rée. En effet, les profils des planificateurs, statisticiens, économistes et assimilés sont ceux indiqués pour la prise en charge des fonctions de planification, de suivi-évaluation. Ils sont non seulement en nombre très insuffisant (124), mais ne sont pas équitablement répartis. De plus, ces ressources humaines ont besoin de renforcement de capacités et d'être complétées en vue de permettre d'assurer une animation convenable des structures de planification et de suivi-évaluation existantes. Les profils de catégories intermédiaires (techniciens, assistants) sont presque inexistantes...

Les Institutions de la République, les structures de la société civile et du secteur privé enquêtées ne possèdent pas de dispositif de suivi-évaluation. Cependant, elles sont représentées dans les cadres de concertation mis en place aux niveaux national et sectoriel sans toutefois participer véritablement au processus de suivi-évaluation et se plaignent, à cet égard, de n'être souvent associées qu'en aval.

Malgré ces faiblesses constatées dans l'existant en matière de suivi-

évaluation, la mission du cabinet d'études international BIMa remarque que la demande en système de suivi-évaluation existe au Togo. Elle est manifeste et tend à s'accroître considérablement à l'avenir... en raison des exigences de bonne gouvernance qui imposent le respect des principes fondamentaux de transparence, d'efficacité, d'efficience et de responsabilité dans la gestion des affaires publiques. Aussi la mission BIMa recommande-t-elle vivement que le Togo change de paradigme. Au total, **22 recommandations** : mettre en place un mécanisme de suivi de l'exécution des décisions issues du conseil des ministres ; urgence pour la finalisation et la mise en œuvre du système national de la planification et de la Vision à long terme ; tous les ministères doivent élaborer leurs politiques et stratégies de développement à partir de la Vision à long terme ; élaborer et mettre en œuvre un guide manuel type de suivi-évaluation de tous les projets/programmes de développement au Togo ; mettre en place un système intégré de suivi-évaluation

dans l'administration publique ; renforcer le système statistique national en appui au suivi-évaluation ; recruter et former de personnels qualifiés pour animer les dispositifs de suivi-évaluation ; institutionnaliser systématiquement les dispositifs de planification et de suivi-évaluation dans tous les départements ministériels ; établir les liens fonctionnels entre les dispositifs de suivi-évaluation intersectoriels (fonctionnalité des comités sectoriels) et interinstitutionnels ; acquérir les applications informatiques certifiées avec licence et contrat de maintenance ; élaborer et mettre en œuvre un schéma directeur national informatique ; connecter les réseaux des ministères au SIGFIP ; développer un système national de connexion à l'internet et intranet de tous les ministères et institutions ; mettre en place un système d'information de gestion informatisé, structuré et harmonisé ; harmoniser les outils de collecte de l'information dans les différents ministères et autres parties prenantes du suivi-évaluation ; mettre en place un système de suivi-évaluation dans chacune des institutions et structures des OSC et du secteur privé ; mettre en place un système de suivi-évaluation au sein de la Cour des comptes ; développer la culture de la gestion axée sur les résultats à tous les niveaux de l'administration publique, de la société civile et du secteur privé au Togo ; prendre un décret portant création, attributions, organisation et fonctionnement des directions de la planification et du suivi-évaluation dans l'administration publique togolaise ; veiller à l'application stricte des textes administratifs, législatifs et réglementaires régissant le suivi-évaluation au Togo, etc.

Approche qualité, communication et sensibilisation du système sanitaire à Kara

## L'allemand KfW met en branle un programme

### Santé Reproductive et des Droits Sexuels

Jusqu'au jeudi 16 novembre 2017, le groupe GFA Consulting Group (Allemagne), au sujet du Projet «Programme de Renforcement du Système Sanitaire-Santé Reproductive et des Droits Sexuels» (SRDS) au Togo, **boucle la recherche pour la coopération allemande un chef d'équipe, architecte ou ingénieur en génie civil**. L'objectif du Projet est d'augmenter l'utilisation et la qualité des services en finançant la construction, la réhabilitation, l'équipement et la maintenance (composante 1), des mesures de formation du personnel et un appui à l'approche qualité (composante 2), ainsi que des mesures de communication, sensibilisation et distribution à base communautaire (composante 3) dans la région de la Kara, où une

équipe d'experts sera stationnée.

La durée de l'intervention est prévue sur 4 ans et le début en janvier 2018. Le chef d'équipe sera installé au ministère de la Santé et de la Protection Sociale et fait partie de la cellule de gestion du projet. Il assistera à la coordination du projet à tous les niveaux et assurera la gestion transparente des fonds du projet. L'expert sera responsable de la qualité de l'avant-projet sommaire, de la qualité de tous les plans (surtout des avant-projets détaillés), documents, cahiers de charges, etc. élaborés par l'équipe du projet. Aussi, sera-t-il responsable de la supervision des chantiers, la réception des travaux et des équipements y compris l'élaboration d'appels d'offres et assistance aux passations de marchés, la gestion des modifications et risques

et de la documentation.

Qualifications essentielles : ingénieur génie civil ou architecte ; excellent manager avec une expérience solide dans la gestion administrative et financière de projets internationaux décentralisés, idéalement dans la région ; nombreuses années d'expérience de gestion comme chef d'équipe, chargé de projet. **Une connaissance des procédures et une expérience pratique de la mise en œuvre de projets de la coopération financière allemande (KfW) ou d'autres banques de développement est attendue ; ainsi qu'une solide expérience dans la préparation, gestion et évaluation des appels d'offres nationaux et internationaux (procédures et contrats pour travaux, matériaux, bureaux d'études) ; et une expérience spéciale liée au**

projet ou avec des tâches similaires sera un atout.

Conformément au Contrat de financement signé en 2017 entre la République Togolaise et la KfW ainsi que la Convention Séparée, le Projet «Programme de Renforcement du Système Sanitaire-Santé Reproductive et des Droits Sexuels» (SRDS) a été convenu entre les parties prenantes. Ce Projet se fonde sur le financement d'un programme d'amélioration de l'utilisation et de la qualité des services SRDS avec au premier plan la réhabilitation, l'équipement et la maintenance des formations sanitaires en mettant un accent particulier aux soins obstétricaux et néonataux d'urgence (composante 1), ainsi que deux composantes complémentaires (des

(suite à la page 6)

FOOTBALL / JOURNÉE FIFA

## Les Eperviers du Togo douchent les Dodos de l'île Maurice

Les Eperviers du Togo ont largement dominé les Dodos de l'île Maurice sur la marque de 6 buts à 0, en match international amical disputé au stade de Kégué à Lomé.

**Hervé A.**

Ce match qui dôt les activités de l'Equipe nationale pour le compte de l'année 2017, a offert un spectacle pour le moins inattendu pour le public qui n'a plus vu les Eperviers évoluer à domicile depuis le mois d'octobre 2016.

Les Eperviers ont ouvert le score à la 20e minute par Matthieu Dossevi. Fo-Doh Laba s'offre un quadruplé (26e, 62e, 85e, 88e) et Emmanuel Adebayor a enfin retrouvé le chemin des filets en sélection en marquant le 4e but togolais à la 77e minute. Le capitaine n'a plus marqué depuis la réception du Libéria à Lomé, le 14

juin 2015, lors de la deuxième journée des Eliminatoires de la Coupe d'Afrique des Nations, Gabon 2017.

"Il va falloir être un peu patient. On a encore je pense, un an pour être véritablement compétitif. Il faut déjà penser à 2022 pour la Coupe du Monde de la FIFA mais avant tout ça il y a le mois de mars contre le Bénin. Et ça c'est la première échéance, on n'a pas le droit de passer à côté", a déclaré Claude Le Roy, le Sélectionneur de l'Equipe nationale.

Le prochain match des Eperviers, ce sera face aux Ecureuils du Bénin, en mars 2018 à Lomé.



MONDIAL 2018

## Le Burkina Faso conteste la qualification du Sénégal

En remportant son match à rejouer vendredi contre l'Afrique du Sud (2-0), le Sénégal s'est qualifié pour le Mondial 2018. Sauf aux yeux du Burkina Faso, qui espère toujours que le Tribunal Arbitral du Sport (TAS) invalidera la décision de la FIFA de faire rejouer ce match...

En s'imposant 2-0 en Afrique du Sud vendredi, le Sénégal a officiellement validé sa qualification pour le Mondial 2018. Mais pour le Burkina Faso, lui aussi engagé dans ce groupe éliminatoire, rien n'est encore fait. En effet, les Etalons ont

fait appel devant le Tribunal Arbitral du Sport (TAS) en septembre concernant cette rencontre. Le 3e de la dernière CAN estime que ce match, initialement perdu 2-1 par les Lions de la Téranga, n'aurait pas dû être rejoué, contestant la décision de la FIFA.

"Je dirai que le Sénégal n'est pas encore qualifié parce qu'il y a un recours au niveau du TAS et il faut le respecter", a argué le président de la Fédération burkinabè, Sita Sangaré, ce samedi au cours d'une rencontre avec les supporters. "Le TAS n'a jamais dit qu'il

avait tranché. Il nous a dit que notre recours était recevable et mieux, celui déposé par l'Afrique du Sud est également recevable. Ces deux recours seront examinés au même moment, au plus tard le 1er décembre." En cas d'issue favorable, tout serait relancé dans ce groupe où la dernière journée aura lieu mardi avec Burkina Faso - Cap Vert et Sénégal - Afrique du Sud.

"Il faut gagner largement notre match face au Cap Vert et que le Sénégal fasse match nul à Dakar. Ça reste dans le domaine du possible", a résumé Sangaré. "Nous, nous allons jouer à fond, ne serait-ce que pour faire plaisir à notre public sportif. Nous allons galvaniser les enfants à gagner si possible avec le score le plus large. Nous allons avoir également un regard sur Dakar. Pour nous, il n'y a pas de doute, le TAS va annuler la rencontre jouée vendredi parce qu'elle n'aurait jamais dû se jouer." Ce scénario paraît plus qu'hypothétique, mais les Etalons y croient dur comme fer...

BENIN

## Didier Six: "Claude Le Roy a une notoriété en Afrique"

Didier Six devrait retrouver du service sur un banc bientôt. L'ancien sélectionneur du Togo confirme les contacts avec le Bénin et affiche ses ambitions dans un entretien exclusif qu'il a accordé à africatsports.com (Extrait).

Devenir sélectionneur du Bénin vous intéresserait-il?

Oui ça m'intéresse parce que le Bénin est une bonne équipe. Il y a de bons joueurs qui sont dans de bons clubs européens. Et les derniers résultats sont bons. Et je confirme qu'il y a eu un premier contact avec le Bénin via mon manager. L'Afrique de l'Ouest me manque beaucoup après mon passage à Lomé donc ce serait un retour aux sources et ce serait valorisant de faire quelque chose comme ce que j'ai fait avec les Eperviers.

Suivez-vous le football de ce pays et comment jugez-vous son niveau?

Je suis l'équipe. Je suis les joueurs internationaux. Je connais Sessegnon, Mounié, Poté et autres Adenon d'Amiens. Le football local, je ne le connais pas vraiment mais ce



sera l'occasion de découvrir et c'est pour cela que j'aimerais avoir des adjoints locaux. Et je sais qu'il y a de bons techniciens là-bas. Si j'ai un staff compétent, le travail sera bien fait. Tout le monde sait qu'il y a une nation derrière qui veut des résultats, voir son équipe nationale gagner donc oui y a de belles choses à faire au Bénin.

L'objectif de la fédération est de qualifier les Ecureuils pour la CAN 2019. Pensez-vous pouvoir l'atteindre si vous êtes nommé?

Je pense parce qu'il y a une équipe qui est bien en place. J'ai encore vu le dernier résultat au

Congo (ndlr : 1-1 en amical) et je trouve que c'est bien. Certes, y a un groupe des éliminatoires difficile mais à moi d'adapter un fond de jeu et de prendre les meilleurs joueurs possibles. Il y a déjà un bon travail qui est fait. Et si je suis recruté, ce sera un travail collectif. J'aimerais travailler avec des gens compétents pour atteindre cet objectif. Je sais que le pays court derrière une CAN depuis 2010 et l'actuel groupe a les qualités pour aller au Cameroun.

Si vous êtes recrutés au Bénin, vous allez retrouver le Togo puisque les deux pays partagent le même groupe des éliminatoires...

res...

De toute façon, vous connaissez mon amour pour le Togo. J'y ai travaillé dans la difficulté mais on a mis quelque chose en place. C'est bien. Mais à l'heure d'aujourd'hui, je ne pense plus à ça. Si je suis pris au Bénin, je serai concentré sur les Ecureuils. Mais j'aimerais bien voir les deux pays à la CAN surtout que la donne a changé et qu'il y a deux pays à qualifier par groupe. Mais quand il s'agit de confrontations entre les deux pays, on ira à Lomé pour aller chercher une victoire, tout comme on fera tout pour gagner quand ils seront à Cotonou.

Et que pensez-vous du travail de Claude Le Roy actuellement avec les Eperviers?

Je connais Claude depuis des années. Je ne veux pas faire de jugement sur son travail. Il a une notoriété en Afrique. Et moi je suis peut-être mal placé pour parler de lui. Je ne suis pas dans son staff. Je ne veux pas me mêler. C'est le respect que j'ai pour les entraîneurs surtout qui sont en poste. Un jour on m'a proposé un poste où y avait déjà Alain Giresse et j'ai dit non. C'est ma philosophie.

## Dortmund: l'auteur présumé jugé le 21 décembre

L'auteur présumé de l'attaque à la bombe contre le bus de l'équipe de foot de Dortmund va comparaître à partir du 21 décembre pour tentatives de meurtres, a annoncé vendredi le tribunal qui le jugera.

Le tribunal de Dortmund a indiqué avoir obtenu l'aval du parquet du Parquet de la ville pour le renvoi devant la justice de Sergej W. Ce Germano-russe de 28 ans est poursuivi pour 28 tentatives de meurtres, référence au nombre de passagers qui étaient alors dans le bus.

Son procès va débuter le 21 décembre et se poursuivre jusqu'au 28 mars 2018, note le tribunal.

Sergej W. est accusé d'avoir commis l'attentat à la bombe contre le bus de l'équipe du Borussia Dortmund un soir de Ligue des champions le 11 avril dernier, afin de faire chuter l'action en Bourse du club à son profit.

Trois charges cachées dans une haie avaient explosé au passage du bus, faisant deux blessés.

Le défenseur espagnol, Marc Bartra avait subi une fracture d'un os du poignet, et un policier a vu son ouïe affectée.

Sergej W. encourt la réclusion criminelle à perpétuité. Il n'a pas reconnu les faits, selon son avocat, et est demeuré silencieux devant les enquêteurs.

## Aubameyang, Keita, Mané, Moses ou Salah ?

La BBC a dévoilé samedi les 5 nommés pour le prix de footballeur africain de l'année. Le Gabonais Pierre-Emerick Aubameyang, le Guinéen Naby Keita, le Sénégalais Sadio Mané, le Nigérian Victor Moses et l'Egyptien Mohamed Salah brigueront la succession de l'Algérien Riyad Mahrez.

Le Gabonais Pierre-Emerick Aubameyang, le Guinéen Naby Keita, le Sénégalais Sadio Mané, le Nigérian Victor Moses et l'Egyptien Mohamed Salah auront cette année l'honneur de se disputer la couronne. Un quintet plutôt logique. Malgré des performances toujours décevantes en sélection, Aubameyang a inscrit pas moins de 35 buts avec le Borussia Dortmund en 2017. Future recrue de Liverpool, Naby Keita a quant à lui surpris l'Allemagne et l'Europe avec le RB Leipzig tout en enfilant le costume de patron avec la Guinée.

Mané et Salah sont virevoltants avec Liverpool et le Pharaon a conduit l'Egypte en finale de la CAN 2017 et au Mondial 2018. Performant en sélection avec le Nigeria, Moses a également remporté la Premier League avec Chelsea en tant que titulaire en 2016/17, malgré un début de saison gâché par les blessures. Un casting de choix donc. Tout juste pourra-t-on peut-être regretter l'absence de l'Ivoirien de Nice, Jean-Michaël Seri, vainqueur du Prix Foé 2017.

"Les cinq candidats ont été désignés par les principaux experts du football en Afrique et au-delà. Il a été demandé à un expert de chaque pays de nommer cinq prétendants de leur choix et de les classer en leur donnant une note de 1 à 5 (5 en haut de l'échelle)", précise la BBC. Désormais, il revient aux internautes d'élire le lauréat. Pour voter, rendez-vous ici avant le 27 novembre à 18h GMT. Le vainqueur sera connu le lundi 11 décembre.

## Le Real Madrid en quête d'un remplaçant Bale

De nouveau blessé vendredi dernier, Gareth Bale devrait vivre sa dernière saison du côté de Madrid. Les dirigeants du Real devraient le mettre, selon As, sur le marché l'été prochain et chercheraient déjà son remplaçant.

La nouvelle blessure, contractée vendredi dernier, serait la goutte d'eau qui a fait déborder le vase de patience des dirigeants merengues qui auraient décidé de le mettre sur la liste des transferts et de le vendre l'été prochain d'après les informations de As.

Selon l'édition du Mirror de ce dimanche, le Real aurait même déjà fixé le prix de sa star à 90 millions d'euros sachant qu'il existe des prétendants en Angleterre notamment où, pendant un temps, Manchester United lui a fait les yeux doux.

Mais évidemment, son prix a bien chuté alors que les Red Devils de José Mourinho auraient probablement dû payer une somme comprise entre 120 et 150 millions d'euros vu les prix qui s'envolaient cet été. Le Real avait décidé de lui laisser une dernière chance cet été mais ce n'est pas payant. Bale n'a disputé que 9 des 19 matches du Real cette saison et sa nouvelle blessure contractée en fin de semaine dernière le poussera hors des terrains pour un mois de plus.

Le non-départ du Britannique aurait donc empêché l'arrivée de Kylian Mbappé cet été, ne libérant pas de place devant. Le jeune international français avait donc préféré rejoindre le Paris Saint-Germain. Mais le Real, déjà en quête d'un remplaçant à l'ancien Spur, pourrait tenter sa chance avec l'ancien de l'AS Monaco si le PSG, à cause du fair-play financier, était obligé de céder la jeune pépite.

Pour la bonne hygiène, et sauvegarder le sourire des enfants

## Inauguration du centre dentaire EODEC à Lomé

Jean AFOLABI

Prendre en charge les soins dentaires des enfants orphelins ou démunis de Lomé et des autres localités aux alentours, tel est l'objectif principal du centre dentaire de l'association European Oral & Dental Education Center (EODEC) inauguré le vendredi 10 novembre 2017, sous le co-parrainage du ministre chargée du Développement à la base et son collègue de la Santé. EODEC est une association à but non lucratif créée par un groupe de praticiens de l'art dentaire de Belgique, de Suisse et de Luxembourg. Le centre dentaire EODEC, bâti sur une parcelle offerte par le ministère du Développement à la base, est équipé de matériel aux normes européennes et permettra également d'offrir une formation continue au corps médical et paramédical, s'adressant à toutes les disciplines de la dentisterie existantes au Togo.

Comme l'explique le Pr Thierry Charles : «Des dépistages fréquents seront effectués dans les écoles publiques pour détecter les enfants qui ont besoin de soins dentaires. Ces enfants sont en

suite transportés au centre pour y être soignés». Parallèlement, des cours de prévention en santé dentaire sont données aux délégués de classe qui, à leur tour, seront chargés de sensibiliser leurs camarades sur les bons gestes à-t-il ajouté.



La cérémonie a réuni plusieurs enfants venues de différents établissements scolaires qui, à travers divers sketchs, ont touché du doigt l'importance de se brosser les dents, afin d'éviter les maladies bucco-dentaires qui sont très dangereux pour la santé. Pour le Dr. Georges Tokofai, président de l'Ordre des dentistes du Togo, les parents ont le devoir de prendre soin de la propreté bucco-dentaire de leurs enfants jusqu'à l'âge de 7 ans. «Faire naître un sourire d'enfant. Nous avons le devoir d'entretenir

les sourires de nos enfants, aussi bien par des soins médicaux que par nos attitudes qui doivent concourir à un climat social paisible et pacifique» a ajouté M. Yawotsé Vovor, directeur de cabinet représentant le ministre chargé du Développement à la base. Car,

comme le disait Mère Thérèse: «la paix commence par un sourire». A-t-il conclu.

L'EODEC a débuté ses activités en 2009, avec pour premiers patients les orphelins de l'association «ANGE» et des différents orphelins de Lomé. Actuellement l'association dispose d'un cabinet mobile qui stationne dans les villages pour que les populations démunies puissent profiter des soins bucco-dentaires gratuits. Il est noté qu'à ce jour, 15.000 enfants ont été soignés par l'association EODEC.

Au rythme de réduction actuel, d'après l'UNICEF

## Plus de 100 ans à l'Afrique de l'Ouest et du Centre pour mettre fin au mariage des enfants

\* Cinq pays, dont le Togo, se sont distingués ces 25 dernières années.

Moins d'une vraie accélération des progrès enregistrés, il faudra compter plus d'un siècle pour que l'Afrique de l'Ouest et du Centre puisse mettre fin au mariage des enfants, avec des conséquences dramatiques pour des millions de jeunes filles mariées, sans compter l'impact paralysant sur la prospérité de la région. Le nouveau rapport statistique de l'UNICEF «Achieving a future without child marriage: Focus on West and Central Africa» fait ressortir qu'en raison de la forte croissance démographique et des taux de prévalence élevés, même un doublement du déclin actuel ne suffirait pas à réduire le nombre de jeunes filles mariées chaque année.

«Nous devons nous secouer», selon Fatoumata Ndiaye, Directrice Générale adjointe de l'UNICEF. «Nous ne pouvons continuer à voir tant de nos filles privées de santé, d'éducation, de leur enfance même. Notre rapport montre qu'au rythme actuel, il faudra plus de 100 ans pour éliminer le mariage des enfants dans la région – comment pouvons-nous

accepter cela?»

Ces nouvelles projections, sorties à l'occasion d'une rencontre de haut niveau pour mettre fin au mariage des enfants, qui s'ouvre cette semaine à Dakar, mettent en avant cette région comme celle du monde où les filles sont le plus à risque d'être mariées pendant l'enfance. Bien que la prévalence du mariage des enfants en Afrique de l'Ouest et du Centre ait diminué au cours des deux dernières décennies, les progrès sont restés inégaux. Quatre femmes sur 10 sont toujours mariées avant l'âge de 18 ans, et parmi elles, une sur trois l'a été avant l'âge de 15 ans. L'Afrique de l'Ouest et du Centre compte six des 10 pays où la prévalence du mariage des enfants est la plus élevée au monde: le Niger, la République Centrafricaine, le Tchad, le Mali, le Burkina Faso et la Guinée.

Le rapport souligne également que des progrès sont possibles – y compris dans les pays à forte prévalence – lorsque qu'une bonne combinaison de stratégies est en place, par exemple: autonomiser les filles; mobiliser les familles et les communautés pour changer les attitudes et les comportements; offrir des services sociaux adéquats aux filles à risque d'être mariées ou déjà mariées; et mettre en place des législations et des politiques cohérentes pour protéger et promouvoir les droits des filles.

Au cours des 25 dernières années, cinq pays de la région se sont

distingués par des baisses de la pratique, allant de 40 à 60%: la Gambie, la Guinée-Bissau, le Togo, le Ghana et le Rwanda. La scolarisation – et le maintien à l'école des filles le plus longtemps possible – est l'une des stratégies les plus probantes pour retarder l'âge du mariage des enfants, car les jeunes filles éduquées sont plus à même de développer les compétences, connaissances et la confiance dont elles ont besoin pour prendre des décisions. Plus une fille reste longtemps à l'école, moins elle a de chances de se marier avant l'âge de 18 ans et d'avoir des enfants pendant son adolescence. «Permettre aux filles d'aller à l'école devrait être notre première priorité», selon Ndiaye. «Non seulement parce que l'éducation équipe les filles pour la vie, mais également parce que l'éducation des filles aide à sortir les familles, les communautés et les pays de la pauvreté».

Les jeunes filles mariées précocement ont moins de chances de terminer leurs études et sont plus susceptibles d'être victimes de violence et d'être infectées par le VIH. Lorsque les enfants se marient, leurs chances d'une vie saine et réussie sont compromises, enclenchant bien souvent un cycle intergénérationnel de pauvreté. De plus, les jeunes filles mariées manquent souvent des qualifications nécessaires pour trouver un emploi.

Pour mieux répondre aux réformes de l'OTR

## J&EM TRUST Sarl livre les fondamentaux sur le Civisme fiscal aux entreprises

Depuis 2014, l'Office togolais des recettes a déclenché des réformes dans le système fiscal et douanier togolais. Réformes qui semblent constituer une pilule très amère à avaler aux contribuables. La vraie raison: l'ignorance des droits et devoirs, bref de la loi. Le Cabinet J&EM TRUST Sarl a décidé ainsi de former plusieurs cadres d'entreprises sur le civisme fiscal, occasion de démystifier les contraintes liées aux impôts au Togo.

Le civisme fiscal a été au cœur d'un atelier organisé le 11 novembre dernier par le cabinet J&EM Trust Sarl. L'événement a permis aux cadres d'entreprises qui y ont participé de se voir renforcés sur les questions liées aux impôts.

«Aujourd'hui le service des impôts est en pleine réforme et avec l'OTR, tout semble nouveau pour le Togolais lambda que nous sommes. Nous n'arrivons pas à maîtriser tous les contours. Nous nous sommes alors demandés pourquoi, en tant que cabinet-conseil, ne pas utiliser nos connaissances pour aider la population à comprendre ces réformes et éviter tout le temps de jouer au chien et chat avec l'administration fiscale», explique le directeur général de J&EM Trust Sarl, M. Maurille JOHNSON. Il a donc été question de définir dans un premier temps, les impôts et taxes et ce qu'on en fait. Dans un second temps, des présentations ont été faites sur "le Système fiscal togolais", "la Facture normalisée", et "les Différents régimes des impôts". En dernier position, il a été question de savoir "Comment remplir les bordereaux", et de connaître et comprendre "Les principaux taxes et impôts et leurs dates d'échéan-

ces"; avant d'ouvrir la séance des questions-réponses.

Il a fallu rappeler qu'au retour de la pause-café, les participants ont eu droit à une présentation sur le système des assurances au Togo. Bien qu'une parenthèse par rapport au thème principal, le débat autour a été très houleux et instructif pour les participants, qui resteront sur une certaine soif puisque le temps imparti à cette présentation est largement dépassé.

Cette formation sera rééditée. "C'est une expérience que nous allons répéter autant que possible", annonce le premier responsable de J&EM Trust Sarl. Il a égale-



Vue partielle des participants

ment promis aux participants un suivi de leurs activités afin de voir comment les aider en ce qui concerne la fiscalité et la comptabilité.

Notons que J&EM Trust est une société togolaise à responsabilité li-

Approche qualité, communication et sensibilisation du système sanitaire à Kara

## L'allemand KfW met en branle un programme Santé Reproductive et des Droits Sexuels

(suite de la page 4)

mesures de formation continue du personnel et un appui à l'approche qualité, de même que des mesures de communication, sensibilisation et distribution à base communautaire) dans la

région de la Kara. L'objectif du projet est d'améliorer l'utilisation et la qualité des services SRDS dans la région de la Kara.

Le coût global du projet s'élève à environ 11 millions d'euros. Le montant de l'apport financier de la

CF s'élève à 10 millions d'euros. La réalisation du projet sera du ressort du Ministère de la Santé et de la Protection Sociale (MSPS), qui délègue l'exécution du projet à la DRS Kara.

L'AFMI/BAD à son 6<sup>ème</sup> atelier annuel avec l'Agence UMOA-Titres

## Impliquer davantage l'écosystème financier de la zone UEM OA

«Industrialiser et intégrer l'Afrique en mettant l'accent sur le développement de marchés de capitaux liquides et efficaces...». C'est sur cette note que le 5<sup>ème</sup> atelier AFMI/BAD sur le Développement des Marchés Obligataires et le Secteur Financier Africain s'était terminé à Abidjan (en Côte d'Ivoire) en décembre 2016. Pour cette nouvelle édition, la sixième, qui se tiendra du 22 au 24 novembre au Pullman Hôtel de Dakar, l'initiative AFMI (Initiative des marchés financiers africains) de la Banque africaine de développement, en partenariat avec l'Agence UMOA-Titres, souhaite davantage impliquer l'écosystème financier de la zone UEMOA à travers une participation au deuxième jour de cet incontournable événement.

Le fait marquant de cette édition

est que, pour la première fois, l'atelier ouvrira ses portes aux acteurs du marché, aux investisseurs et au public pour la journée du 23 novembre 2017. Six sessions sur la thématique des marchés financiers seront organisées sous la forme de présentations, discussions et débats: présentation de l'Indice ABABI et du Fonds Obligataire Domestique Africain; investisseurs de Long Terme - challenges & opportunités des Investissements dans les marchés africains; stimuler le développement des marchés obligataires locaux; marchés financiers comme un outil d'intégration régionale et d'innovation; la liquidité des marchés et les Spécialistes en Valeurs de Trésor (SVT); et partage d'expériences internationales et Produit de la BAD.

Les femmes et la consommation d'alcool

## Le désir de paraître, la mode... en question

Etonam Sossou

**Les réalités ont changé de façon radicale et les femmes fréquentent allègrement les débits de boissons et autres lieux où elles s'abreuvent comme les hommes. Des faits qui sont tolérés en ville comme en milieu rural.**

Samedi soir, il est 18 heures. À la plage au niveau de Kodjoviakopé. En ce lieu, on boit, on mange, on danse, on échange dans un brouhaha indescriptible. Dans un des multiples bars, une table attire notre attention. Autour de cette table étaient assises trois jeunes filles dont l'âge moyen ne dépasse guère 23 ans. Une douzaine de bouteilles de bière était posée sur la table. Nous négocions une place assise. Ce qu'elles acceptent. Notre commande, une sucrerie. L'une d'elles nous dévisage. Nos regards se croisent et elle explose: « C'est vrai qu'on ne se connaît pas, mais vous voulez gâter notre table au quoi ? Est-ce que vous voyez une sucrerie sur cette table ? ». Ayant compris son inquiétude pour la calmer nous tentons de nous justifier en disant que nous avons de petits maux de tête. Elle nous conseille une boisson encore plus alcoolisée que la bière. « Prenez-en vous allez voir ça va passer ». Nous lui promettons de suivre son conseil à la pro-

chaine commande. Pendant ce temps les deux autres filles étaient plus préoccupées par la musique et la danse. Une conversation s'engage alors entre notre conseillère et nous. Mlle K. V. est étudiante, tout comme ses deux copines. Elles aiment faire le show, comme elles le disent, tous les samedis. Elles consomment la bière depuis le lycée. « Chaque samedi, on vient ici faire le show. On s'éclate au maximum et le dimanche on se repose. Est-ce qu'on peut faire le show en buvant la sucrerie ? On boit donc la bière, si on est godé, on rentre et ça ne nous gêne pas. Nous ne sommes pas tout de même des filles du village ». Quant aux regards les autres, Mlle K.V. et ses camarades s'en moquent. Pour elles, si les hommes peuvent boire la bière sans que cela offusque personne, c'est qu'elles peuvent aussi le faire.

### Les problèmes affectifs

Elles sont également nombreuses celles « qui ont pris le chemin » de l'alcool suite à une déception amoureuse ou à un choc psychologique. C'est le cas de Mme T.A. qui était caissière dans une entreprise commerciale privée de la place. Accusée de détournement de fonds, elle a séjourné plus de six mois à la prison civile de Lomé. À sa sortie de pri-

son, c'est avec surprise et désolation qu'elle apprendra que son mari a « fui » le pays avec leur unique fils pour le Bénin, sous prétexte qu'il ne veut pas d'une femme voleuse. Pourtant, selon ses explications entrecoupées de sanglots, elle est innocente dans cette affaire et a été finalement relaxée au bénéfice du doute. Depuis lors, Mme T.A. a trouvé refuge dans l'alcool: « C'est ce qui me maintient et me permet de faire comme les autres. Ça me permet aussi d'oublier, de ne pas trop penser à ça. Je n'ai pas volé et mon mari qui n'a rien compris m'abandonne et s'en va avec son fils. Vous comprenez ma peine et ma douleur ? » Déception et amertume se lisaient effectivement sur son visage. Mais est-ce vraiment la solution que de boire la bière, l'alcool sous prétexte que c'est pour oublier ? Pour Mme T.A., il n'y a pas d'autres solutions parce que si elle arrête l'alcool, elle risque de devenir folle. « Vous voulez un jour me voir nue dans les rues de Lomé ? » Violente question ! Pour reprendre les termes d'un humoriste ivoirien.

À ces différentes raisons avancées par les unes et les autres, certaines encore disent vouloir être à la mode en faisant comme les hommes. Pour elle, une femme qui boit la bière, l'alcool est « émancipée, elle est devant », comme l'a laissé entendre l'étudiante K. V. C'est aussi



ce que nous avons appris avec Mlle T.S.Z. qui évolue dans le milieu de la mode. Malgré sa religion qui interdit pas mal de choses, dont strictement l'alcool et ses dérivés, elle ne s'en prive pas. Non seulement elle boit l'alcool, mais, elle fume la cigarette. « Mais la ciga-

rette c'est en cachette et souvent en dehors de la maison. La cigarette, la bière ça fait classe, ça fait « branché ». C'est la femme à la mode, émancipée et qui n'a rien à cirer. La vie est courte ma chère, il faut en profiter, je suis encore jeune », précise cette jeune fille.

Quant à Mlle C.B., elle est professionnelle du sexe. Pour elle, la bière et la cigarette lui servent d'appât pour d'éventuels clients. « Il y a des milieux où quand une fille fume et boit la bière, ceux qui savent, savent et le marché est vite conclu. Dans notre milieu, il y a la bière, la cigarette et l'habillement sexy, tout ça c'est pour attirer les hommes », déclare-t-elle sereinement.

« Quand on abuse du liquide (l'alcool), on ne reste pas longtemps solide », a révélé un rapport de l'Organisation mondiale de la santé. Bien que cela soit valable aussi bien pour l'homme que pour la femme, les conséquences médicales de l'abus de l'alcool sont plus accentuées chez la femme, selon les spécialistes (OMS). Raison bien suffisante pour ces dernières de jouer la carte de la modération dans sa consommation.



CAISSE NATIONALE DE SÉCURITÉ SOCIALE

## COMMUNIQUÉ

Le Directeur Général de la Caisse Nationale de Sécurité Sociale (CNSS) porte à la connaissance du public que dans le cadre d'une demande de pensions de veuvage et d'orphelins, le procès verbal du Conseil de famille et le certificat d'hérédité ne sont plus exigés. Ils sont remplacés par un acte notarié.

En conséquence, les ayants droits des assurés décédés qui seraient dans l'attente d'obtenir ces documents pour constituer leur demande sont invités à produire un acte notarié en remplacement.

Fait à Lomé, le 20 Octobre 2017

Le Directeur Général  
  
 Inoué AWADÉ

Route d'Atakpamé 1 BP 69 Lomé 1 et 1 BP 199 Lomé 1 LOMÉ - TOGO Tél: (228) 22 25 96 96 Télécopie: (228) 22 91 99 26  
 BIA-TOGO 00136280001 - 64 CCP - LOMÉ 6310002011001000 UTB 310040544004000  
 BTCL 05904200167 - 58 BPEC 11354150018 SIAB 01251104005071  
 ECOBANK 7010231400063401 Diamond Bank 223004172016-68 ORABANK Lomé 030301992001-83  
 BOA 01002 001103970008 39 SOCIETE GENERALE 01900 000024320101 46 CORIS BANK 01001 000241024101 96

## Loterie Nationale Togolaise

### COMMENTAIRE DU TIRAGE N°463 DE LOTO KADOO DU 03 Novembre 2017

La LONATO a procédé vendredi dernier au 464<sup>e</sup> tirage de LOTO KADOO

Lors du précédent tirage, c'est la ville de LOMÉ qui a enregistré tous les gagnants des gros lots du tirage 463 de Loto Kadoo. Dans les autres villes du pays, ce sont des lots intermédiaires, c'est-à-dire des lots d'un montant inférieur à 1.000.000F CFA, qui ont recensés.

Ainsi, la LONATO a répertorié dans la capitale, un lot de 1.500.000F CFA et deux gros lots de 2.000.000F CFA. Ces lots ont été gagnés auprès des opérateurs 5807, 7112 et 50124.

La remise des lots se fera à LOMÉ au siège de la LONATO et à l'intérieur dans les agences régionales.

**Avec la LONATO, JOUEZ PETIT ET GAGNEZ GROS !  
BONNE CHANCE A TOUS !**

## LOTO KADOO

Résultats du tirage N°464 de LOTO KADOO du 10 Novembre 2017

Numéro de base

Numéros bonus

07 27 22 14 38 57 30

### COMMENTAIRE DU TIRAGE N°019 DE LOTO Sam du 04 Novembre 2017

Le samedi dernier, les fidèles parieurs des jeux, ont assisté au tirage 20 de LOTO Sam.

Lors du précédent tirage de LOTO SAM, de nombreux gagnants de lots intermédiaires, c'est-à-dire de lots d'un montant inférieur à 1.000.000F CFA ont été enregistrés dans la plupart des villes du pays.

Après le grand tirage régional du 28 juillet 2017, des gros lots restent encore à gagner au grattage et au tirage avec les tickets de la TCE 2017. Au grattage, vous pouvez gagner jusqu'à 500.000F CFA.

Au tirage des gros sont encore à enlever

- Pour la série K un lot de 2.000.000F CFA

- Pour la série W un lot de 1.500.000F CFA

Au tirage des lots intermédiaires, plus de 600 lots allant de 5.000F CFA à 100.000F CFA vous attendent. Alors n'hésitez pas ! Tentez votre chance en achetant à 200F CFA vos tickets de la TCE 2017 dans les points de vente habituels (agences, postes de jeux sur ordinateur et auprès des vendeurs ambulants) !

La remise des lots se fera à Lomé au siège de la LONATO et à l'intérieur du pays dans les agences régionales

## LOTO Sam

Résultats du tirage N°020 de LOTO SAM du 11 Novembre 2017

Numéro de base

11 19 90 42 50

# BIG PROMO SMARTPHONES chez TOGOCEL

**HUAWEI G POWER**  
CAMÉRA 5MP AVANT / 13MP ARRIÈRE

**DOUBLE CARTE Micro SIM**

**RÉSEAU 3G+**

**ÉCRAN 5 pouces (12.7cm)**

**INFINIX HOT4**  
CAMÉRA 5MP AVANT / 8MP ARRIÈRE

**DOUBLE CARTE Micro SIM**

**RÉSEAU 3G+ / 2G**

**ÉCRAN 5.5" HD avec 12 LED rétro-éclairage ultra-lumineux**

**NUOVA HERO S**  
CAMÉRA 2MP AVANT / 5MP ARRIÈRE

**DOUBLE CARTE Micro SIM**

**RÉSEAU 3G+ / 2G**

**ÉCRAN 5.0 pouces**

MÉMOIRE RAM **2GO**  
EXTENSION MÉMOIRE **JUSQU'A 128GO**  
MÉMOIRE INTERNE **16GB**



**HUAWEI G POWER 72.000F**

MÉMOIRE RAM **1GO**  
EXTENSION MÉMOIRE **JUSQU'A 32GO**  
MÉMOIRE INTERNE **16GB**



**INFINIX HOT4 51.000F**

MÉMOIRE RAM **512MB**  
EXTENSION MÉMOIRE **JUSQU'A 16GO**  
MÉMOIRE INTERNE **8GB**



**NUOVA HERO S 31.000F**

*Disponible dans toutes nos agences et boutiques*



**LE LEADER**

service client : 888 [www.facebook.com/Togocel](http://www.facebook.com/Togocel) [www.twitter.com/togocel](http://www.twitter.com/togocel) [www.togocel.tg](http://www.togocel.tg) certifiée ISO 9001 : 2015 et ISO 14001 : 2015